



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Plan Logement d'abord - Convention d'objectifs 2021-2022 entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental Logement d'abord a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat 2018-2022. Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le ministère de la Cohésion des territoires.

Dans ce cadre, une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant pour 2 ans des priorités de travail et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées. Deux avenants financiers ont par la suite été signés en 2019 et 2020.

Le plan Logement d'abord s'appuie sur le principe d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et de la collectivité porteuse localement.

Une nouvelle convention d'objectifs 2021-2022 à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole a été établie. Elle vise à définir les modalités de mise en œuvre et de financement du développement du plan pour les années 2021 et 2022.

Un programme d'actions concerté pour 2021 et 2022 a été défini entre les services de l'Etat et les services de la Métropole. Au titre de l'année 2021, l'Etat propose d'allouer à la Métropole une enveloppe de 426 000 €. En complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit d'engager ses fonds propres à hauteur de 351 500 €, dont 250 000 € au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement pour les actions qui relèvent de son financement.

OPERATEURS / Associations	ACTIONS	2021	
		ETAT CREDITS SUPPORTS LDA	CREDITS 3M
CNRS – UNIV P.Valéry – Labo Art-Dev	Etude un jour donné	25 000 €	15 000
GESTARE	Action de prévention pour le maintien dans le logement	140 000 €	
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Plateforme d'Accès aux droits liés à l'habitat ADLH	25 000 €	25 000 €
ADAGES/REGAIN	Poste Infirmier de la Plateforme	50 000	
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Poste de personne ressource pour faciliter la mobilisation de logements abordables dans le parc privé	20 000	

URIOPSS	formation au Logement d'abord	20 000 €	16 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Poste de cheffe de projet Logement d'abord	25 000	25 000 €
CARRUD "REDUIRE LES RISQUES"	Action d'insertion professionnelle pour les jeunes de moins de 25 ans en situation de rue	25 000 €	20 000 €
S.I.A.O.	Poste de médecin coordinateur à mi-temps	50 000 €	
Opérateur à définir	Observatoire du sans-abrisme	30 000€	
Opérateur à définir	Fonds d'équipement des logements / dispositif Bail d'abord	16 000 €	
Total		426 000 €	101 500 €

Parmi ces actions, deux nécessitent une mise en œuvre rapide (l'observatoire des publics et l'étude un jour donné réalisée par le CNRS et l'université Paul Valéry ; la prévention des expulsions réalisées par GEST-ARE) pour lesquelles sont proposés des conventions de mise en œuvre des actions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2022 conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes des conventions de mise en œuvre ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156483-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention Etat Métropole Plan Logement D'abord
- Projet de convention avec l'opérateur Gesta-r-e
- Projet de convention UPV Art Dev

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.